

Près de 60 % des Congolais pensent que le pays va dans la mauvaise direction, mais épargnent leurs dirigeants

Réalisé en avril 2026, ce sondage d'Ebuteli et de GeoPoll¹ interroge les Congolais sur leur rapport à la démocratie, à la gouvernance ainsi qu'à la situation économique et sécuritaire du pays. Les résultats révèlent une opinion publique préoccupée par la trajectoire économique et sécuritaire de la RDC, mais qui continue d'accorder sa confiance aux responsables politiques. Ils montrent également que la plupart des Congolais préfèrent une solution négociée à la crise du M23, que ce soit par le biais d'un dialogue national, de pressions diplomatiques sur le Rwanda ou de négociations directes entre Kinshasa et ses adversaires.

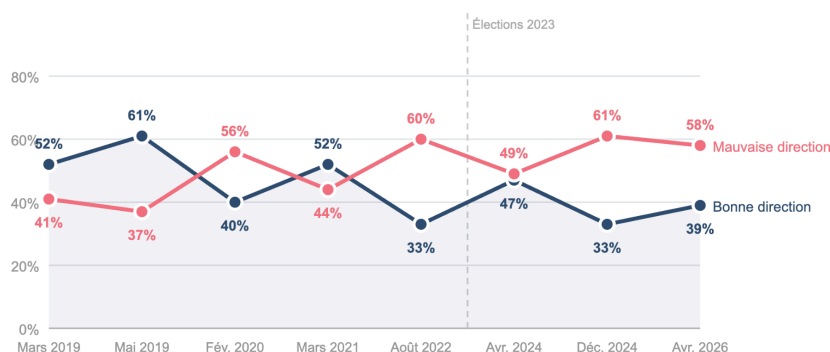
1. Tendances générales

À première vue, le diagnostic des Congolais est sévère. Près de six répondants sur dix estiment que le pays va dans la mauvaise direction. Cette proportion est passée de 49 % en avril 2024 à 61 % en décembre de la même année, avant de reculer légèrement à 58 % en mars 2026.

Question : « Dans l'ensemble, pensez-vous que le pays va dans la bonne ou la mauvaise direction ? »

Le pays va-t-il dans la bonne ou la mauvaise direction ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), sondages Ebuteli 2019–2026



Sources : Ebuteli/Berci (2019–2024) ; Ebuteli/GeoPoll (déc. 2024 et avr. 2026).

EBUTELI

¹ Fondée en 2005, Mobile Accord, Inc. (MAI), communément appelée GeoPoll, est une société de recherche à service complet spécialisée dans les enquêtes mobiles. Les produits et services de GeoPoll permettent aux organisations non gouvernementales (ONG), aux entreprises sociales, aux entreprises du secteur privé, aux organisations internationales et aux clients commerciaux de tirer parti de la puissance de la technologie mobile.

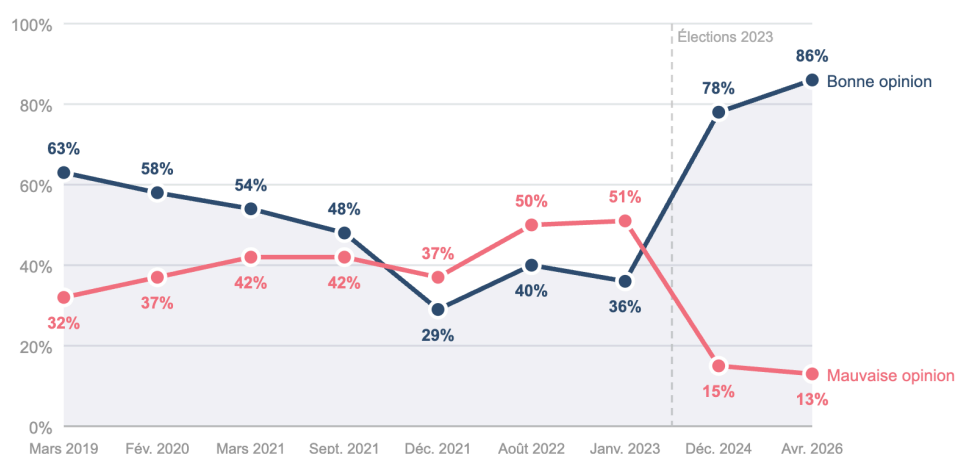
Ce pessimisme ne se traduit toutefois pas par un rejet des dirigeants du pays. Ainsi, 86 % des répondants déclarent avoir une « très bonne opinion » (52 %) ou une « assez bonne opinion » (34 %) du président Félix Tshisekedi. Ce résultat est bien supérieur à ceux enregistrés par les principales figures de l'opposition, notamment Martin Fayulu (47 %) et Moïse Katumbi (46 %). Il constitue également le niveau le plus élevé observé dans nos enquêtes d'opinion depuis 2019. Après avoir atteint un point bas entre 2021 et 2023², où les opinions favorables oscillaient entre 29 % et 40 %, la cote du chef de l'État a fortement rebondi après les élections de 2023.



Question : « Quelle opinion avez-vous du président Félix Tshisekedi ? »

Opinion sur le président Félix Tshisekedi depuis 2019

Part des répondants (%), sondages Ebuteli 2019–2026



Sources : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026 ; données antérieures disponibles dans Congomètre (ebuteli.org/sondages).

EBUTELI

Comment expliquer cela ? En 2023, à l'approche des élections, Ebuteli avait déjà observé un phénomène similaire : alors qu'une partie croissante des Congolais se montrait critique envers la manière dont le pays était gouverné, une nette majorité continuait d'exprimer sa préférence pour le président sortant, Félix Tshisekedi.

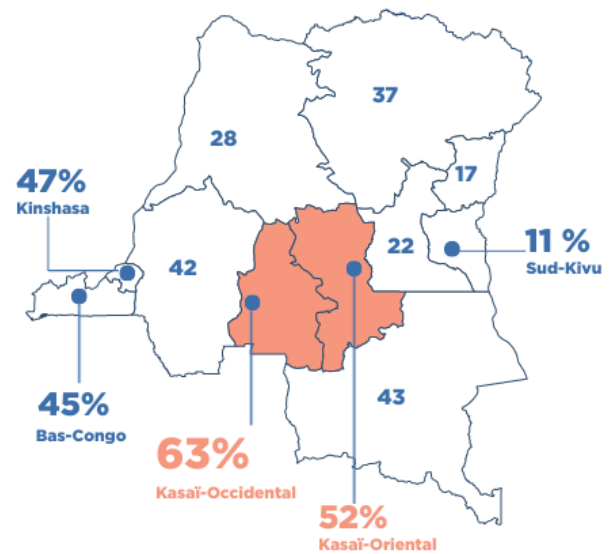
À l'époque, nous avons notamment souligné l'efficacité d'une campagne largement structurée autour des thèmes du nationalisme, de la souveraineté et de la menace rwandaise, dans un contexte où l'opposition peinait à imposer un récit alternatif³. Les données actuelles ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure ces facteurs continuent d'influencer l'opinion publique. Elles suggèrent toutefois que de nombreux répondants distinguent les dirigeants des institutions qu'ils incarnent, ce qui tend à préserver l'image des premiers et à les déresponsabiliser alors même que les seconds font l'objet d'évaluations beaucoup plus sévères.

² GEC et Berci, *L'an 3 de Tshisekedi : la fin de l'embellie ?*, rapport sondage, mars 2022, disponible sur <https://s44308.pcdn.co/wp-content/uploads/2022/03/rapport-sondage-gec-ebuteli-berci-an-3-de-Tshisekedi-la-fin-de-l-embellie.pdf>

³ GEC, Ebuteli et Berci, *Élections en RDC : vers un regain de participation ?*, décembre 2023, disponible sur <https://admin.ebuteli.org/assets/c7c314f0-2efd-4107-8a12-8354dc8d051b>

La RDC va-t-elle dans la bonne direction ?

En considérant les 11 régions (anciennes provinces), le **Kasaï-Occidental** affiche la plus grande proportion de Congolais qui estiment que **le pays va dans la bonne direction**. À l'inverse, c'est au Sud-Kivu que le pessimisme est le plus marqué.



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026

Sur les questions relatives aux libertés civiles, un fossé important s'est également creusé entre, d'une part, les provinces où l'opposition bénéficie d'un fort soutien et celles où l'armée est déployée, et, d'autre part, le reste du pays.

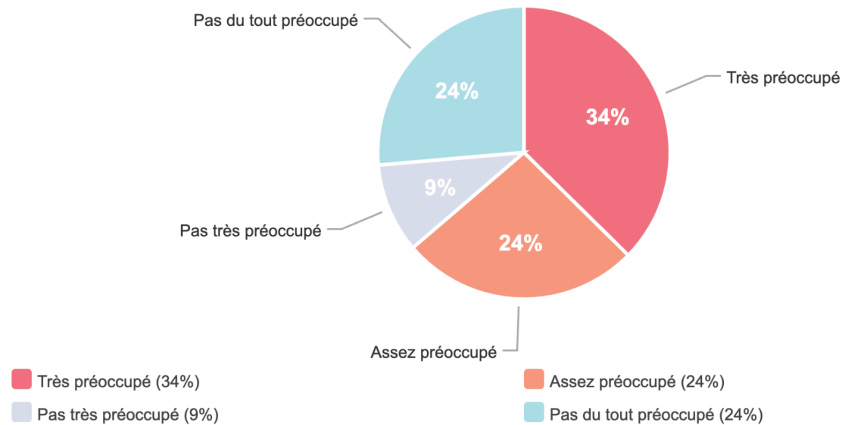
Au Maniema, province d'origine de l'ancien Premier ministre Matata Ponyo et d'Emmanuel Ramazani Shadary, rival de Tshisekedi lors des élections de 2018, 70 % des personnes interrogées se disent préoccupées par la répression de l'opposition. Dans les provinces du Kasaï-Central et du Kasaï-Oriental, cette proportion tombe à 50 %. Des disparités similaires ont été observées concernant les questions relatives à la liberté d'expression et à la liberté de réunion.

Cette préoccupation apparaît également lorsqu'on interroge les répondants sur les récentes arrestations de membres de l'opposition, de journalistes et de militaires par le Conseil national de cyberdéfense (CNC). Au total, 58 % des personnes interrogées se déclarent très préoccupées (34 %) ou assez préoccupées (24 %) par ces arrestations, contre 33 % qui se disent peu ou pas du tout préoccupées. Ce résultat suggère que les restrictions perçues des libertés publiques suscitent des inquiétudes au-delà des seuls bastions traditionnels de l'opposition.

Question : « Quelle est votre opinion sur les récentes arrestations de membres de l'opposition, de journalistes et de militaires par le CNC ? »

Opinion sur les arrestations par le CNC

Part des répondants pour chaque niveau de préoccupation (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

2. Situation politique

L'un des principaux enseignements politiques du sondage est que les Congolais continuent de privilégier la démocratie comme mode d'organisation du pouvoir. En revanche, ils se montrent plus réservés quant à la manière dont elle fonctionne et aux résultats qu'elle produit.

a. La démocratie toujours populaire chez les Congolais

La démocratie reste le régime préféré de 57 % des répondants, loin devant toute alternative autoritaire ou militaire (26 %), même si cette proportion est en recul par rapport à 2022, lorsque 77 % des répondants exprimaient une préférence pour la démocratie. Par ailleurs, une large majorité des répondants déclarent se sentir libres ou assez libres d'exprimer leurs opinions politiques (78 %) et de participer à une manifestation publique (66 %).

Ce soutien au principe démocratique contraste toutefois avec le regard plus critique porté sur le fonctionnement des institutions. Près de la moitié des répondants (45 %) ne pensent pas que les élections initialement prévues avant fin 2028 auront lieu dans les délais. Ce résultat laisse transparaître un doute sur la capacité des institutions à respecter leurs propres échéances. Les retards observés dans la mise en œuvre de la feuille de route de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), publiée en avril 2025⁴, peuvent contribuer à alimenter cette perception.

⁴ Ebuteli, *Feuille de route électorale 2025-2029: planifier sans rendre compte*, octobre 2025, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/notes/feuille-de-route-electorale-2025-2029-planifier-sans-rendre-compte>.

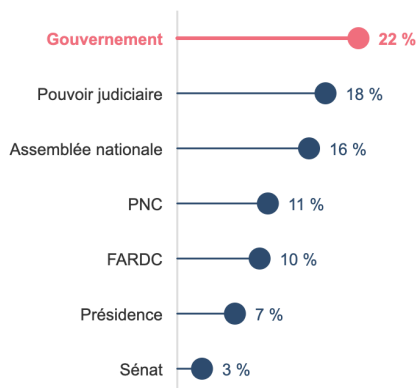
b. Des institutions fragilisées, des dirigeants mieux préservés

La méfiance n'affecte pas toutes les institutions de la même manière. Le gouvernement est perçu comme l'institution la plus corrompue du pays par 22 % des répondants, devant le pouvoir judiciaire (18 %) et l'Assemblée nationale (16 %).

Question : « Selon vous, quelle est l'institution la plus corrompue du pays ? »

Quelle est l'institution la plus corrompue du pays ?

Part des répondants ayant cité chaque institution (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

La crise de confiance mise en évidence par le sondage semble ainsi viser d'abord les institutions elles-mêmes : leur fonctionnement, leur réputation ou leur capacité à produire des résultats. Les dirigeants, quant à eux, paraissent davantage jugés sur leur trajectoire personnelle ou leur image publique.

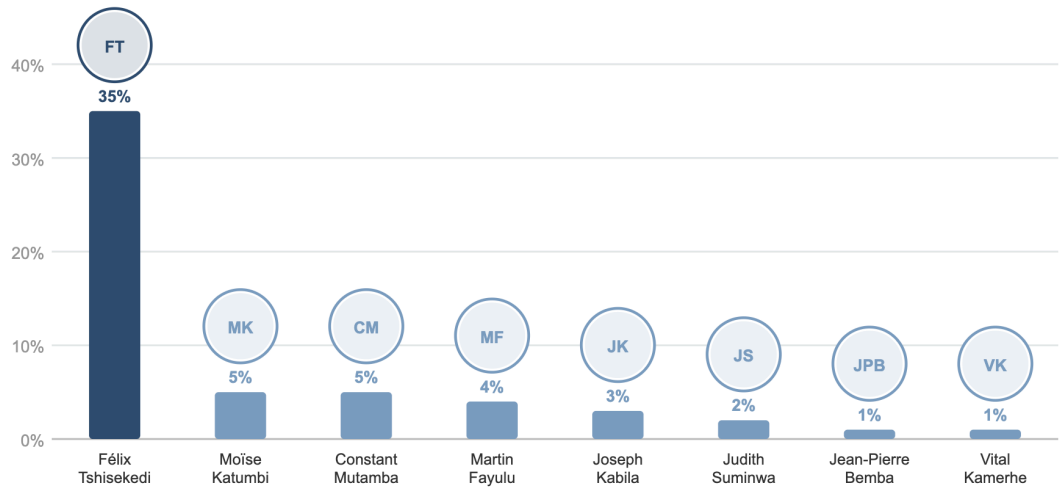
Les deux évaluations coexistent sans se confondre : les Congolais critiquent sévèrement plusieurs institutions tout en préservant, dans une certaine mesure, leur jugement sur des responsables qui les incarnent.

Le contraste est particulièrement visible lorsqu'on observe les préférences politiques. Félix Tshisekedi est cité comme personnalité politique préférée par 35 % des répondants. Derrière lui, les préférences se dispersent entre une multitude de figures politiques : Moïse Katumbi recueille 5 %, Martin Fayulu 4 % et Joseph Kabila 3 %. Autrement dit, les personnalités politiques continuent de susciter davantage d'adhésion que les organisations censées les porter.

Question : « Quelle est votre personnalité politique préférée ? »

Quelle est votre personnalité politique préférée ?

Part des répondants ayant cité chaque personnalité (%), Top 8 — avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

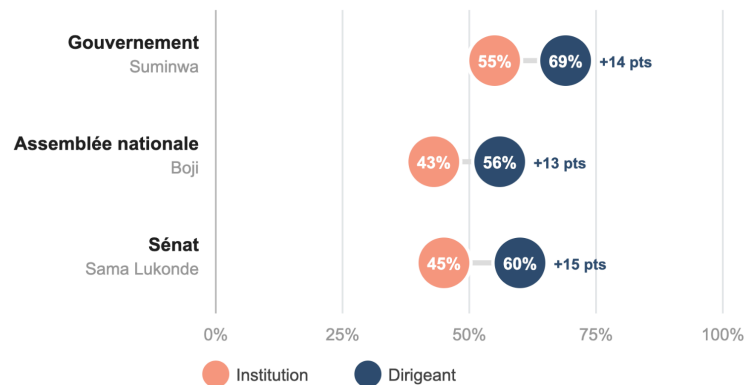
EBUTELI

La Première ministre Judith Suminwa bénéficie d'une opinion favorable auprès de 69 % des personnes interrogées, malgré l'impopularité du gouvernement. L'Assemblée nationale inspire confiance à seulement 43 % des répondants, tandis que son président, Aimé Boji, recueille 56 % d'opinions favorables. Le même décalage s'observe au Sénat : Sama Lukonde bénéficie de 60 % d'opinions favorables, alors que seuls 45 % des répondants déclarent faire confiance à l'institution qu'il dirige.

Questions : « Faites-vous confiance à [institution] ? » / « Quelle opinion avez-vous de [dirigeant] ? »

Quelle opinion avez-vous de ces institutions et de leurs dirigeants ?

Opinions favorables (%), comparaison institution / dirigeant — avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

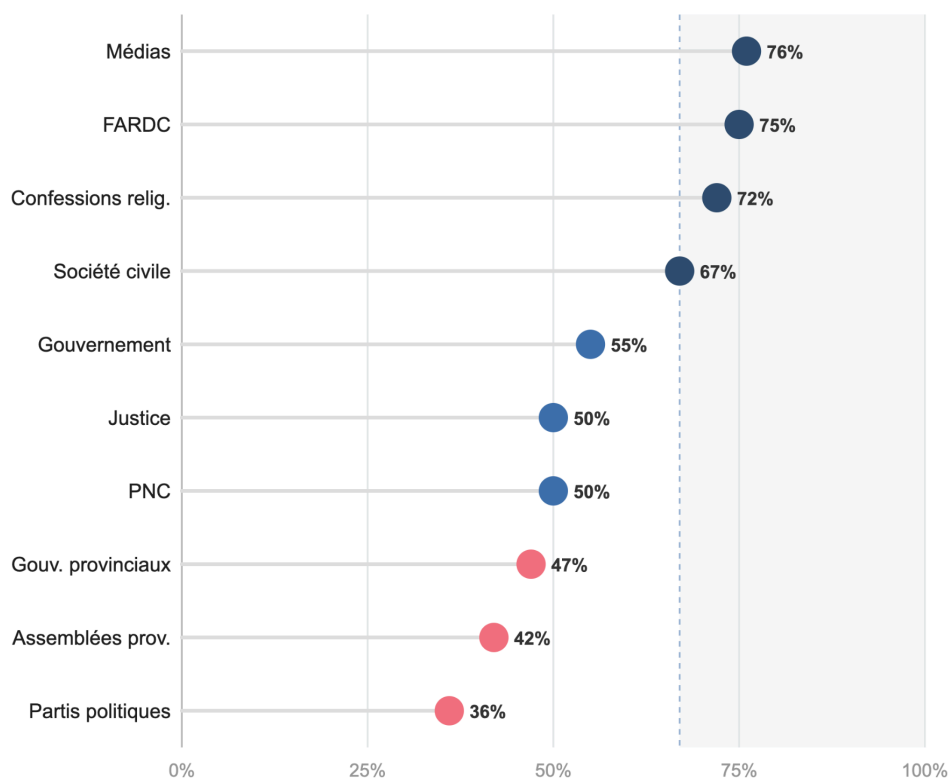
c. Les médias, l'armée et les confessions religieuses parmi les institutions avec un niveau de confiance plus élevé

La défiance envers les institutions ne se traduit pas par une disparition générale de la confiance. Elle se redistribue. Les acteurs les mieux notés ne sont ni le gouvernement ni le Parlement. Les médias arrivent en tête avec 76 % d'opinions favorables, suivis des FARDC (75 %), des confessions religieuses (72 %) et de la société civile (67 %). Le gouvernement (55 %), la justice (50 %) et la police (50 %), ainsi que les gouvernements et assemblées provinciaux obtiennent des résultats nettement inférieurs.

Question : « Faites-vous confiance aux institutions et acteurs suivants ? »

Faites-vous confiance aux institutions et acteurs suivants ?

Part des répondants déclarant faire confiance (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

La première place occupée par les médias mérite d'être soulignée. Ils apparaissent comme l'institution la plus crédible du pays. Ce résultat intervient pourtant dans un contexte marqué par diverses pressions sur l'information.

Dans un récent rapport consacré aux Grands-Lacs⁵, Reporters sans frontières (RSF) décrit un environnement de plus en plus difficile pour les journalistes congolais : arrestations, menaces, suspensions de médias et restrictions liées à la couverture de la guerre dans l'Est. Malgré ces contraintes, les médias continuent de bénéficier d'un niveau de confiance supérieur à celui des institutions politiques.

Le résultat concernant les FARDC est tout aussi remarquable. Avec 75 % d'opinions favorables, l'armée figure parmi les institutions les plus appréciées du pays alors même que plusieurs localités et villes de l'Est, dont Goma et Bukavu, échappent toujours au contrôle de Kinshasa. Les revers militaires ne semblent donc pas avoir entamé la confiance accordée à l'institution. Cette confiance peut notamment refléter la forte mobilisation patriotique suscitée par le conflit dans l'est du pays et aussi la difficulté de critiquer l'armée publiquement.

Les confessions religieuses et les organisations de la société civile complètent ce groupe d'acteurs bénéficiant d'un fort niveau de confiance.

Dans un contexte marqué par la défiance à l'égard des institutions politiques et des partis, elles continuent d'occuper une place particulière dans l'espace public. Une tendance se dégage : les institutions qui gouvernent ou représentent les citoyens figurent parmi les plus contestées, tandis que celles qui informent, encadrent ou accompagnent la population bénéficient d'un crédit plus important.

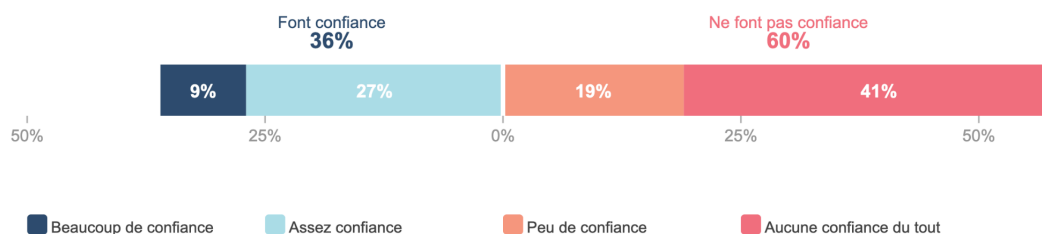
d. Six Congolais sur dix ne font pas confiance aux partis politiques

S'il est une institution qui se distingue nettement dans le sondage, ce sont les partis politiques. Six Congolais sur dix déclarent ne pas leur faire confiance, dont 41 % qui leur refusent toute confiance. Aucun autre acteur institutionnel ne suscite un tel niveau de défiance.

Question : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux partis politiques ?

Six Congolais sur dix ne font pas confiance aux partis politiques

Répartition des répondants par niveau de confiance (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

⁵ RSF, *Dans la peau d'un journaliste dans les Grands Lacs : immersion dans le quotidien des reporters dans une région marquée par l'instabilité*, mars 2026, disponible sur <https://rsf.org/fr/nouveau-rapport-rsf-dans-la-peau-d-un-journaliste-dans-les-grands-lacs-immersion-dans-le>.

Les résultats relatifs à l'engagement politique des jeunes éclairent ce constat. Près de 60 % des répondants estiment que les jeunes rejoignent les partis avant tout dans l'espoir d'obtenir un emploi ou d'améliorer leur situation économique. Seuls 15 % évoquent une adhésion fondée sur des convictions idéologiques. Les ligues de jeunes ne sont guère mieux perçues : 40 % des répondants les considèrent comme manipulées ou violentes et 32 % comme de simples relais des élites politiques.

Cette défiance pourrait expliquer les réactions suscitées par la suspension des activités de plusieurs formations proches du mouvement « Sauvons le Congo », dont le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Près d'un répondant sur deux (49 %) juge ces mesures justifiées ; 27 % y voient une atteinte au pluralisme politique.

Ces résultats ne renseignent pas seulement sur l'image des partis politiques, ils interrogent leur capacité à remplir leur fonction de représentation et d'éducation civique. Alors que les médias, les confessions religieuses ou encore la société civile conservent un niveau de confiance relativement élevé, les partis apparaissent comme le maillon faible du système politique.

3. Situation économique du pays

Les données traduisent une perception négative de la situation économique du pays. Cette appréciation renvoie aux conditions de vie des ménages, notamment au pouvoir d'achat, à l'emploi et à la pauvreté. Lorsqu'on leur demande d'évaluer la situation économique actuelle de la RDC, plus de la moitié des répondants (52 %) la jugent « mauvaise » ou « très mauvaise ». À l'inverse, seuls 14 % la considèrent comme « bonne » ou « très bonne ».

Les autres indicateurs confirment ce malaise. Le constat est plus marqué concernant le chômage et la pauvreté. Dans les deux cas, une large majorité estime que la situation s'est détériorée dans son quartier ou sa commune. Ainsi, 70 % des répondants considèrent que la pauvreté « a augmenté », tandis que 71 % déclarent que le chômage « a progressé ».

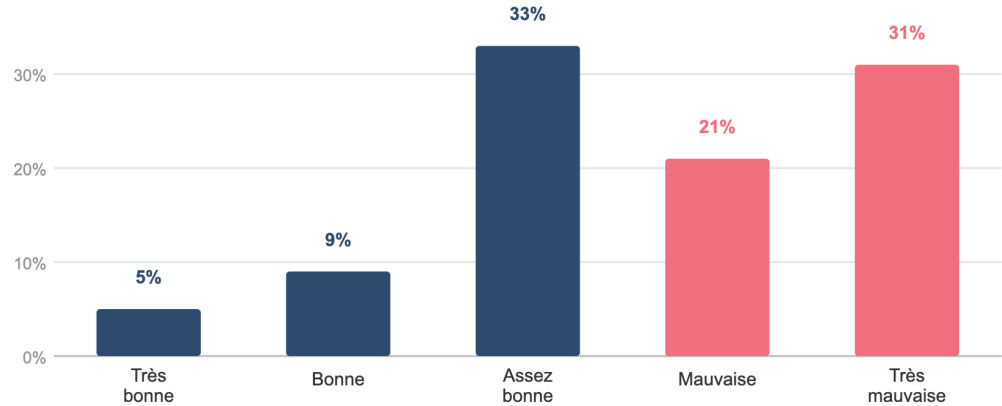
L'insécurité dans certaines zones pèse sur les activités économiques, l'accès aux marchés et l'approvisionnement des populations. Les données publiées par la Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID)⁶ en avril signalent également des hausses importantes des prix de plusieurs produits alimentaires de base. Les prix du riz, du maïs, de l'huile végétale ou encore de la farine de manioc ont notamment augmenté dans des territoires et villes comme Dugu, Kutu, Libenge et Lubumbashi.

⁶ Bulletin Lokole, *Suivi des alertes des prix des biens de grande consommation et des matériaux de construction dans les 145 territoires de la RDC*, CAID, avril 2026, disponible sur https://www.caid.cd/lokole/avril_2026.pdf?_gl=1*1fgg26r*_ga*OTEzOTI5NzI1LjE3ODAzOTA4NDk.*_ga_JG0Q64FL4Z*cze3ODAzOTA4NDkkbzEkZzEkdDE3ODAzOTE4NzEkajYwJGwwJGgw&_ga=2.64896175.1290209405.1780390849-913929725.1780390849

Question : « De manière générale, comment évaluez-vous la situation économique actuelle de la RDC ? »

Comment évaluez-vous la situation économique actuelle de la RDC ?

Part des répondants pour chaque évaluation (%), avril 2026



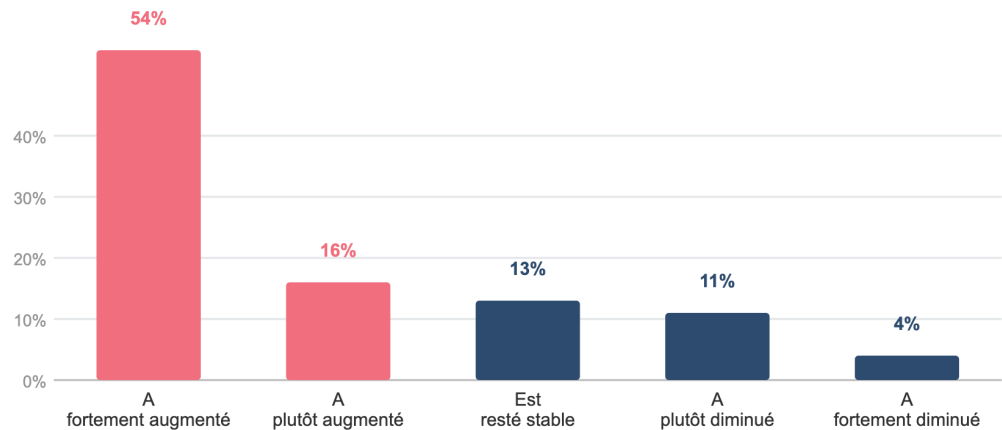
Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Question : « Comment le niveau de pauvreté a-t-il évolué dans votre quartier ou commune au cours des douze derniers mois ? »

Évolution du niveau de pauvreté dans votre quartier ou commune au cours des douze derniers mois

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Cette évolution sur les prix aide à comprendre les perceptions exprimées dans le sondage, surtout sur le pouvoir d'achat.

Alors qu'au niveau national, 42 % des répondants déclarent une baisse de leur pouvoir d'achat, cette proportion atteint 59 % au Nord-Kivu, 51 % au Sud-Ubangi et 49 % en Ituri. Ces écarts suggèrent que les perceptions économiques les plus négatives sont aussi plus fréquentes dans les zones confrontées à l'insécurité, aux tensions sur les prix ou aux perturbations des marchés.

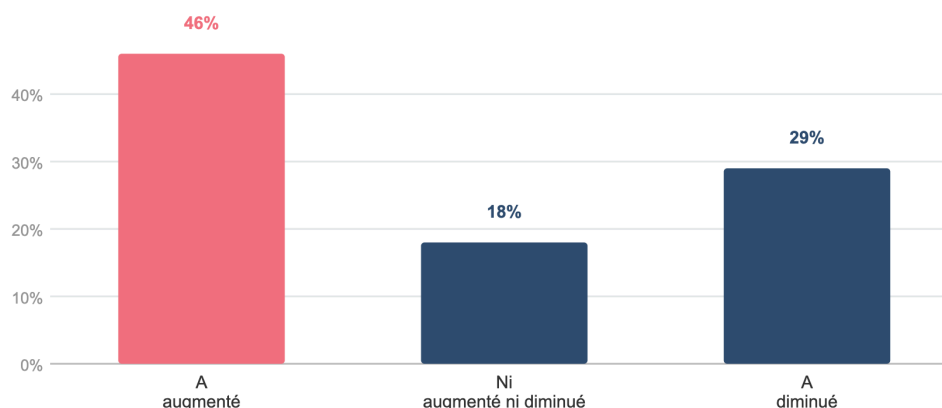
a. Corruption et confiance dans les institutions

La perception de l'évolution de la corruption demeure largement négative. Près de la moitié des répondants (46 %) estiment que le niveau de corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. À l'inverse, 29 % considèrent qu'il a diminué, tandis que 18 % pensent qu'il a ni augmenté ni diminué.

Question : « Selon vous, le niveau de corruption dans le pays a-t-il évolué au cours des douze derniers mois ? »

Le niveau de corruption dans le pays a-t-il évolué au cours des douze derniers mois ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

La comparaison avec les résultats de notre sondage de 2024⁷ montre toutefois une certaine stabilité dans cette perception. En 2024, 47 % des répondants estimaient que le niveau de corruption avait augmenté.

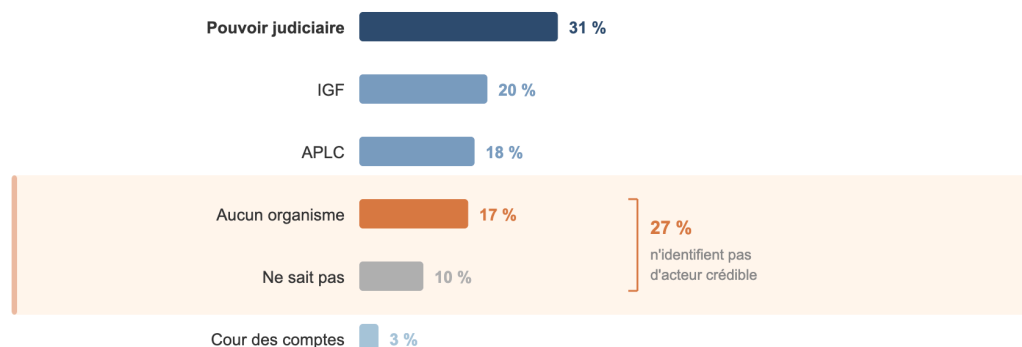
Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'évaluer les institutions les plus efficaces dans la lutte contre la corruption, c'est l'appareil judiciaire qui arrive en tête, avec 31 % des réponses, devant l'Inspection générale des finances (IGF), citée par 20 % des répondants, et l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC), citée par 18 %.

⁷ Voir le sondage de 2024 sur Congomètre disponible sur <https://www.ebuteli.org/sondages>

Question : « Quel organisme anti-corruption pensez-vous être le plus efficace en RDC ? »

Le pouvoir judiciaire cité par 31 % des Congolais

Part des répondants (%), avril 2026



IGF : Inspection générale des finances. APLC : Agence de prévention et de lutte contre la corruption.

Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

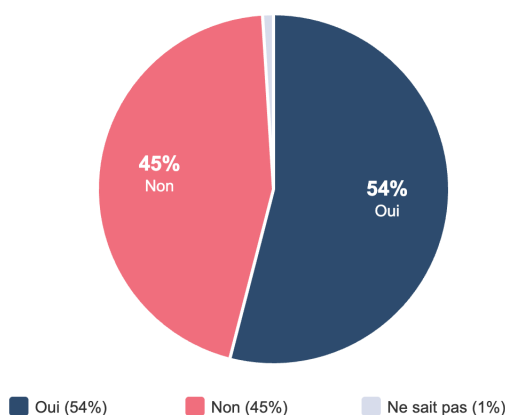
b. Politiques sociales et accès aux services de base

Une majorité relative des répondants (54 %) estime que la gratuité de l'enseignement fonctionne bien. Toutefois, 45 % expriment une opinion contraire. Ce résultat traduit les débats persistants autour de cette réforme. L'augmentation des effectifs scolaires n'a pas toujours été accompagnée d'une amélioration équivalente des infrastructures, des équipements ou des conditions de travail du personnel enseignant. Dans plusieurs établissements, les contributions des parents continuent par ailleurs de jouer un rôle important dans le fonctionnement quotidien des écoles.

Question : « Pensez-vous que la gratuité de l'enseignement primaire fonctionne bien ? »

Pensez-vous que la gratuité de l'enseignement primaire fonctionne bien ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Les opinions sont un peu différentes en ce qui concerne la gratuité de la maternité. La moitié des répondants considèrent qu'elle ne fonctionne pas bien, contre 45 % qui en ont une appréciation positive. Les contraintes financières ou budgétaires limitent la portée de cette politique publique et la qualité des prestations. Les maternités sont ainsi confrontées aux ruptures de stocks de médicaments ; les factures de certaines formations sanitaires ne sont pas honorées pendant plusieurs mois. La taxe de promotion de la santé (2 % des importations) continue de soulever des controverses.

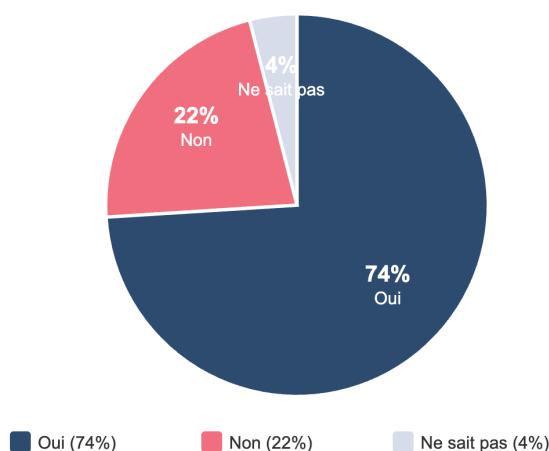
c. Environnement, hydrocarbures, mines

L'exploitation du pétrole fait l'objet d'un large consensus parmi les répondants. Plus de 74 % des Congolais interrogés estiment que le pays devrait exploiter ses ressources pétrolières, y compris dans les aires protégées. Une tendance similaire apparaît concernant la relance de l'appel d'offres sur les blocs pétroliers, lancé en 2022 avant d'être prolongé à plusieurs reprises puis finalement annulé.

Question : « Pensez-vous que la RDC devrait exploiter le pétrole partout où il se trouve, même dans les aires protégées ? »

La RDC devrait-elle exploiter le pétrole même dans les aires protégées ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Cette adhésion contraste avec les difficultés structurelles du secteur pétrolier documentés par Ebuteli en 2025⁸, notamment les faiblesses de gouvernance, le manque de transparence, la faible capacité de régulation de l'État et les risques environnementaux.

Malgré ces défis, le soutien à l'exploitation pétrolière demeure élevé, y compris dans le Kongo-Central, seule province où le pétrole est actuellement exploité. Dans cette province, 75 % des répondants se déclarent favorables à l'exploitation du pétrole partout où il se trouve, même dans les aires protégées.

⁸ Ebuteli, *Les paradoxes des ambitions de la RDC dans le secteur des hydrocarbures*, 6 novembre 2025, disponible sur <https://files.ebuteli.org/assets/71877739-4f10-4c4b-826d-277571fe604d>

Ce résultat ne signifie pas pour autant que les préoccupations environnementales sont absentes. Au contraire, 70 % estiment que la protection de l'environnement constitue une priorité pour les autorités congolaises, et près de 80 % pensent que l'usage des sacs et bouteilles en plastique devrait être interdit.

4. Situation sécuritaire du pays

La violence s'est intensifiée dans l'est de la RDC ces dernières années. Début 2025, la rébellion de l'AFC/M23 a réussi à prendre le contrôle de Goma et Bukavu, et demeure présente dans de vastes zones des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Parallèlement, les Forces démocratiques alliées (ADF), groupe armé islamiste d'origine ougandaise, a récemment intensifié ses attaques contre les civils, tuant au moins 496 personnes cette année⁹.

Face à l'AFC/M23, le gouvernement congolais n'est pas parvenu à inverser durablement le rapport de force militaire malgré un recours accru aux frappes de drones. Sur le plan diplomatique, le gouvernement américain occupe une position particulière : il joue à la fois un rôle de facilitateur dans les négociations et de principal promoteur des sanctions visant les responsables rwandais impliqués dans le conflit.

Pourtant, le processus de paix a produit peu d'avancées concrètes. Malgré la multiplication des accords et des cessez-le-feu, l'armée rwandaise reste largement déployée dans l'est de la RDC. Dans le même temps, le gouvernement congolais continue de mettre l'accent sur l'option militaire, alors que les contours d'un règlement durable du conflit restent incertains.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les questions relatives à la sécurité posées dans l'enquête. Les personnes interrogées ont donné des réponses tout aussi ambivalentes que lors des enquêtes précédentes menées par Ebuteli.

Trente-neuf pour cent des personnes interrogées jugent « bonne » ou « excellente » la gestion de la crise sécuritaire par le gouvernement, soit une baisse de sept¹⁰ points par rapport à la même question posée deux ans plus tôt. À l'inverse, 30 % l'estiment « mauvaise » ou « très mauvaise », tandis que 27 % la qualifient de « moyenne ».

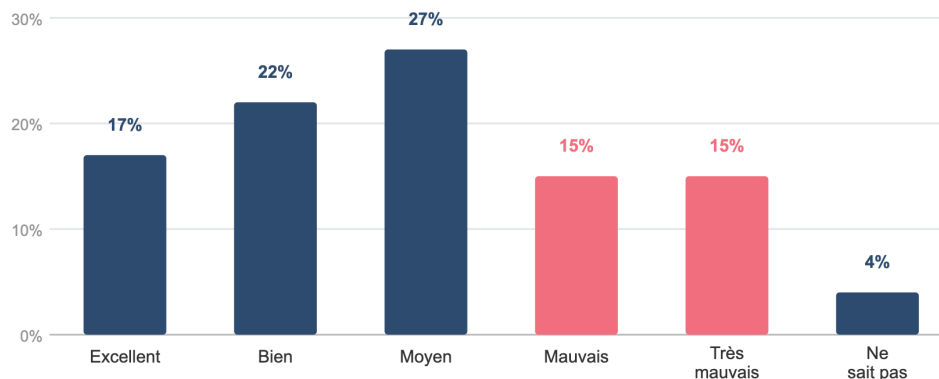
⁹ Compilations d'incidents homicides civils, Baromètre sécuritaire du Kivu

¹⁰ Ebuteli, Groupe d'étude sur le Congo et Berci, *Tshisekedi II : des Congolais plutôt optimistes ? Entre espoir et impatience*, sondage juin 2024, disponible sur <https://files.ebuteli.org/assets/a23d20b3-fa4a-49ad-84d6-ee599a771280>

Question : « Que pensez-vous de la manière dont le gouvernement a géré la crise sécuritaire avec le M23 ? »

Comment évaluez-vous la gestion gouvernementale de la crise du M23 ?

Part des répondants pour chaque évaluation (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

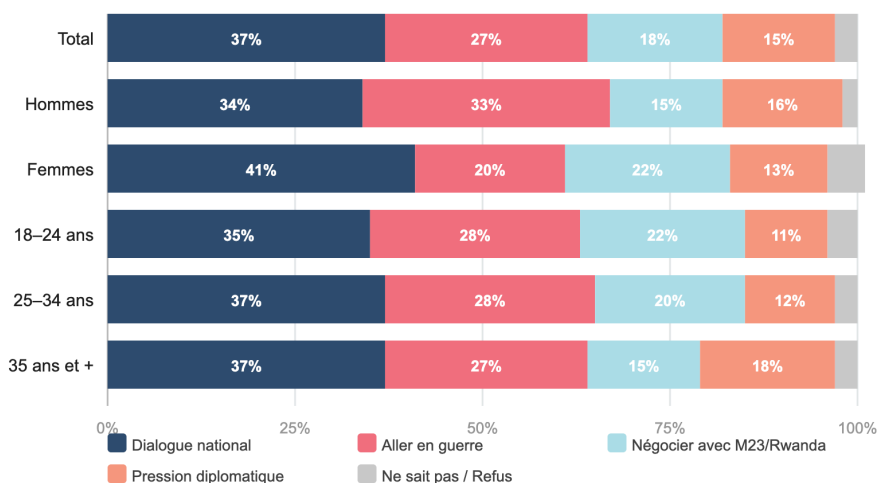
EBUTELI

Dans le même temps, 70 % des répondants privilégient des approches non militaires pour faire face à la crise. Parmi eux, 37 % citent le dialogue national, 18 % les négociations directes avec l'AFC/M23 et le Rwanda, et 15 % le recours à des pressions diplomatiques. À l'inverse, seuls 27 % estiment que le gouvernement devrait poursuivre l'option militaire. Cette évolution contraste avec les résultats d'une enquête similaire réalisée en 2024, où une majorité de répondants (52 %) rejetait encore l'idée de négocier avec le M23 et le Rwanda.

Question : « À votre avis, que devrait faire le gouvernement pour mieux gérer la crise du M23 ? »

Que devrait faire le gouvernement pour mieux gérer la crise du M23 ?

Répartition des répondants par option (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

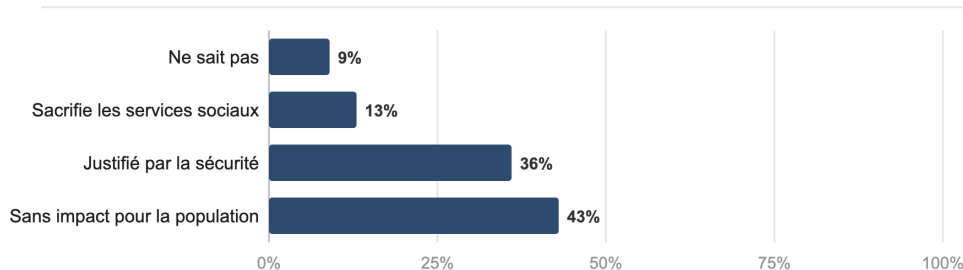
EBUTELI

Par ailleurs, seuls 36 % des répondants estiment justifié de consacrer 30 % du budget national aux dépenses de sécurité. Pris ensemble, ces résultats suggèrent une forme d'usure à l'égard de la guerre et un intérêt croissant pour les solutions négociées. Cette tendance est toutefois moins marquée au Nord-Kivu et en Ituri, où les répondants demeurent plus favorables à l'option militaire.

Question : « La Loi de finances 2026 consacre près de 30 % du budget de l'État aux dépenses de sécurité. Selon vous, ce choix bu

30 % du budget consacrés à la sécurité : comment jugez-vous ce choix ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

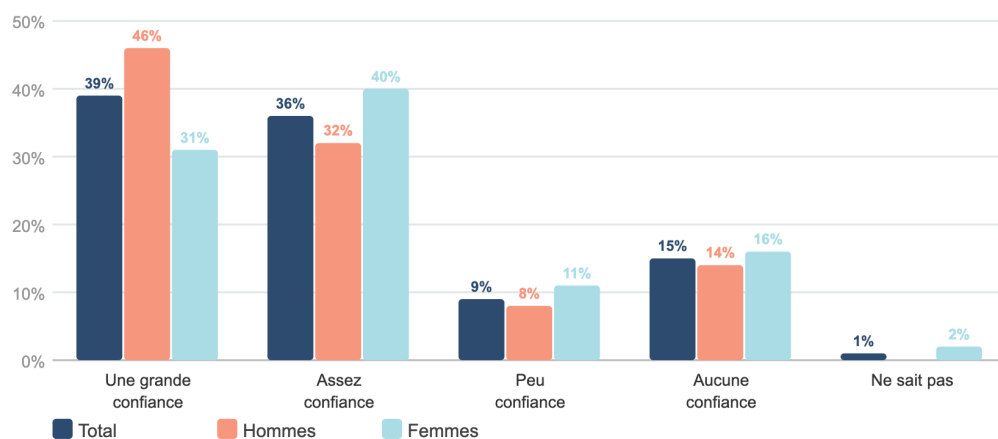
EBUTELI

Cette évolution ne se traduit pas pour autant par une perte de confiance envers les FARDC. Malgré les difficultés rencontrées sur le terrain, 75 % des répondants déclarent leur faire « beaucoup » ou « assez » confiance.

Question : « Dans quelle mesure faites-vous confiance aux Forces armées de la RDC (FARDC) ? »

Dans quelle mesure faites-vous confiance aux FARDC ?

Part des répondants pour chaque réponse selon le genre (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

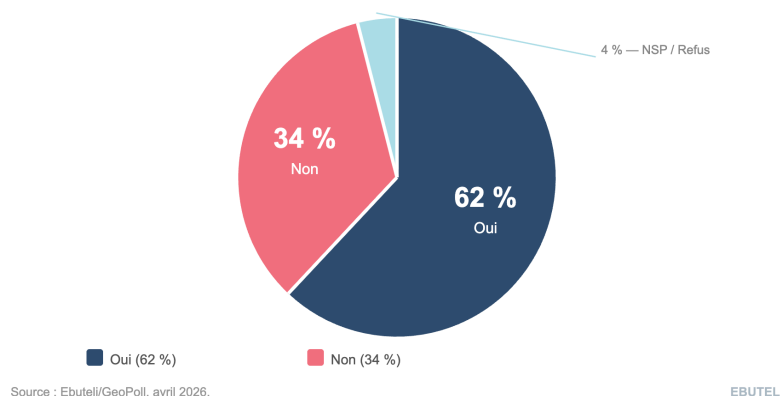
Ce qui est peut-être encore plus frappant, c'est le soutien apporté aux *Wazalendo*, des milices locales de l'est de la RDC qui ont reçu l'appui du gouvernement, mais qui ont également été accusées d'avoir commis plusieurs exactions contre des civils lorsque les

FARDC reprenaient la ville d'Uvira, le 18 janvier¹¹. Au total, 62 % des personnes interrogées se déclarent favorables à ce qu'on leur fournisse des armes pour résoudre la crise. Ce chiffre marque une nette progression par rapport aux 45 % enregistrés en avril 2024.

Question : « Est-ce une bonne solution de fournir des armes aux miliciens soi-disant "Wazalendo" ? »

**Fournir des armes aux miliciens « Wazalendo » :
est-ce une bonne solution ?**

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026

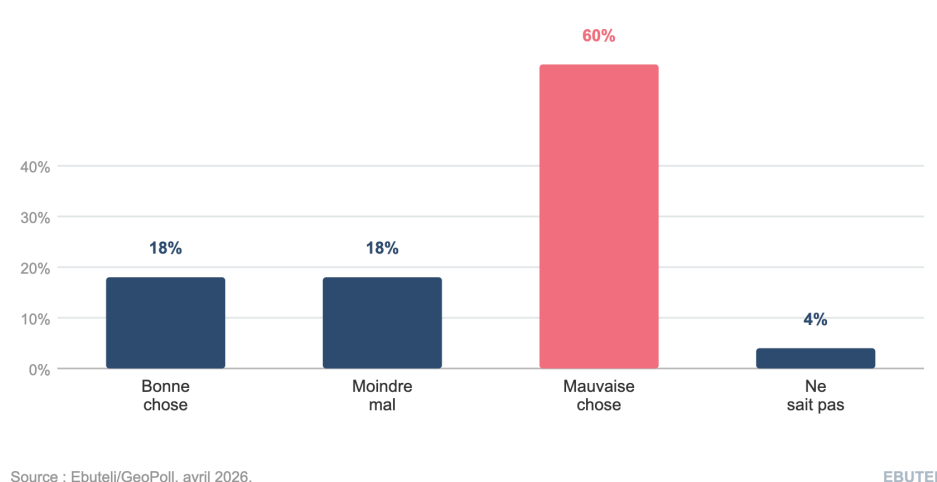


À l'inverse, l'opinion publique demeure largement critique à l'égard de la présence des troupes ougandaises dans le cadre des opérations conjointes Shujaa. Déjà majoritaire en 2021 (55 %) puis en 2022 (48 %), cette méfiance atteint désormais 60 % au niveau national et 67 % en Ituri, province où ces forces sont principalement déployées.

Question : « Que pensez-vous de la présence actuelle des troupes ougandaises en RDC ? »

**Que pensez-vous de la présence des troupes
ougandaises en RDC ?**

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



¹¹ Ebuteli, L'AFC/M23 se retire d'Uvira, la bataille se poursuit dans les airs, Rapport mensuel du Baromètre sécuritaire du Kivu, février 2026, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/l-afc-m23-se-retire-d-uvira-la-bataille-se-poursuit-dans-les-airs>

a. La communauté internationale

Les répondants se montrent relativement optimistes quant au rôle que pourraient jouer les États-Unis dans la recherche d'une solution. Au total, 64 % estiment que Washington peut contribuer à résoudre la crise. Une majorité (56 %) considère même que la RDC devrait accorder la priorité aux entreprises américaines dans l'exploitation de ses ressources stratégiques si les États-Unis obtenaient le retrait des troupes rwandaises.

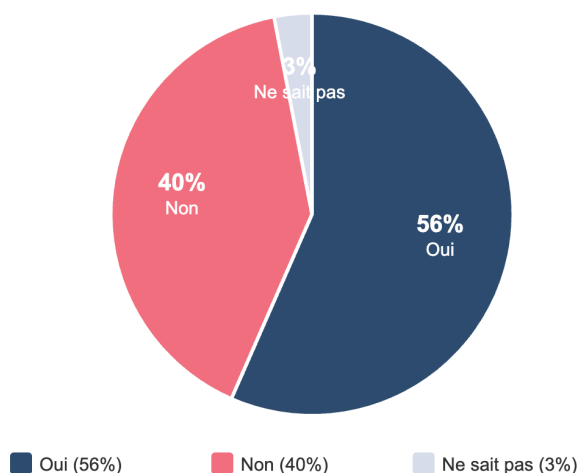
L'implication remarquée des États-Unis dans les efforts diplomatiques pourrait contribuer à expliquer cette perception favorable. Au total, 33 % des répondants déclarent avoir une « très bonne opinion » des États-Unis et 39 % une « bonne opinion », soit 72 % d'opinions favorables.

Ce niveau rapproche l'image des États-Unis de celle observée entre 2016 et 2019. À l'inverse, la pandémie de Covid-19 puis la crise du M23 avaient contribué à une dégradation de l'image des partenaires occidentaux. En 2023, seuls 35 % des répondants exprimaient une opinion favorable à l'égard des États-Unis, tandis que la Chine et la Russie occupaient les premières places.

Question : « Êtes-vous d'accord pour que le gouvernement donne la priorité aux Américains dans l'exploitation des ressources stratégiques en échange d'une pression sur le Rwanda ? »

Priorité aux Américains sur les ressources en échange d'une pression sur le Rwanda ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



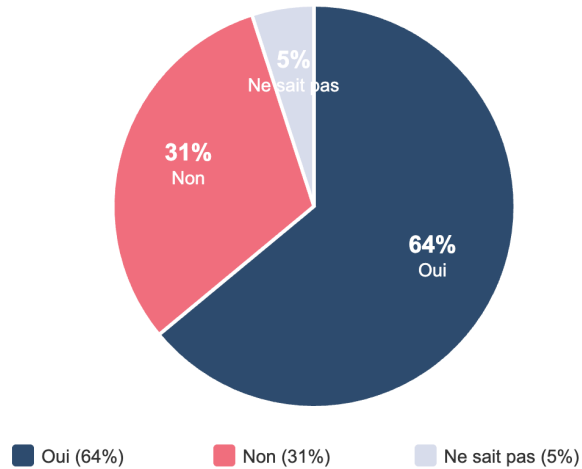
Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Question : « Pensez-vous que les États-Unis aideront le gouvernement congolais jusqu'à mettre fin à la crise du M23 ? »

Les États-Unis aideront-ils à mettre fin à la crise du M23 ?

Part des répondants pour chaque réponse (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

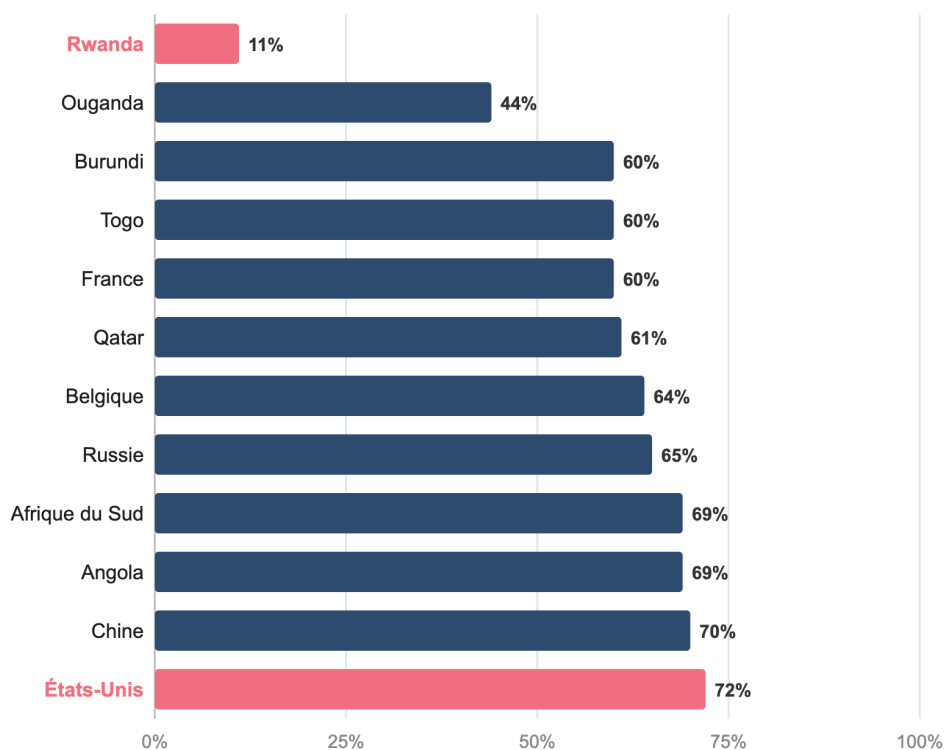
EBUTELI

Aujourd'hui, les répondants ont une opinion favorable de plusieurs partenaires étrangers : les États-Unis (72 %), la Chine (70 %), l'Angola (69 %), l'Afrique du Sud (69 %), la Russie (65 %), la Belgique (64 %), le Qatar (61 %), la France (60 %), le Togo (60 %) et le Burundi (60 %). Sans surprise, l'Ouganda (44 %) et surtout le Rwanda (11 %) occupent les dernières positions.

Question : « Quelle opinion avez-vous de chacun des pays suivants ? »

Quelle opinion avez-vous de chacun des pays suivants ?

Part des répondants ayant une opinion favorable (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

Par rapport aux années précédentes, l'image des Nations unies semble également s'être améliorée. En janvier 2023, seuls 23 % des répondants avaient une opinion favorable de la Monusco et près de deux tiers souhaitaient son départ. Bien que l'enquête n'ait pas comporté de question spécifique sur la mission onusienne, 65 % des répondants déclarent aujourd'hui avoir une opinion favorable des Nations unies.

Les raisons de cette évolution demeurent difficiles à établir. Elle pourrait toutefois refléter une diversification des attentes des Congolais, qui semblent désormais se tourner davantage vers une pluralité d'acteurs internationaux, mais aussi vers leur propre gouvernement, pour contribuer à la résolution du conflit.

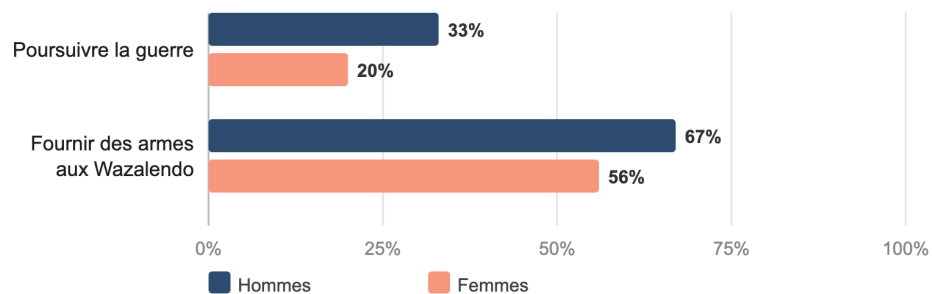
b. Le scepticisme des femmes à l'égard des options militaires

Sur la plupart des questions, les écarts entre hommes et femmes demeurent limités. Ils deviennent toutefois plus marqués lorsqu'il est question de la gestion du conflit dans l'Est. Les femmes se montrent nettement moins favorables aux options militaires. Par exemple, à la question « Que devrait faire le gouvernement pour mieux gérer la crise du M23 ? », 33 % des hommes se déclarent favorables à la poursuite de la guerre, contre 20 % des femmes. De même, 67 % des hommes soutiennent la fourniture d'armes aux *Wazalendo*, contre 56 % des femmes.

Question : « Que devrait faire le gouvernement pour mieux gérer la crise du M23 ? »

Que devrait faire le gouvernement pour mieux gérer la crise du M23 ?

Soutien à l'option militaire selon le genre (%), avril 2026



Source : Ebuteli/GeoPoll, avril 2026.

EBUTELI

MÉTHODOLOGIE

Champ de l'enquête

En avril 2026, GeoPoll, en partenariat avec Ebuteli, un institut de recherche basé en République démocratique du Congo (RDC), a conduit un sondage d'opinion représentative à l'échelle nationale. Ce sondage visait à recueillir les perceptions des citoyens sur les principaux enjeux liés à la sécurité, à la gouvernance et à la situation socio-économique du pays. L'enquête a notamment exploré les opinions des répondants concernant l'évolution générale du pays, l'état des libertés civiques, les conditions de vie et la situation économique des ménages ainsi que la prévalence de la corruption. Elle a également mesuré le niveau de confiance accordé aux institutions politiques, tout en recueillant les perceptions de la population à l'égard des principaux dirigeants politiques du pays et certains acteurs extérieurs.

Échantillonnage

L'échantillon cible de l'enquête était de 1350 interviews complètes, réparties à travers les 26 provinces de la RDC proportionnellement à leur poids démographique. Afin de s'assurer d'une représentation adéquate de la population adulte, des quotas ont été appliqués selon la province, le sexe et les groupes d'âge. Seules les personnes âgées de 18 ans et plus étaient éligibles à participer à l'enquête ; les mineurs ont donc été exclus du champ de l'étude. Les répondants ont été recrutés à partir d'un échantillon combinant des membres du panel GeoPoll ayant déjà participé à des enquêtes antérieures ainsi que des contacts issus du réseau de partenaires locaux de GeoPoll.

Traitements et analyses des données

L'équipe de science des données a procédé à un contrôle quotidien des données collectées afin d'identifier d'éventuels schémas de réponse atypiques, des taux d'abandon élevés sur certaines questions ou tout autre biais susceptible d'affecter la qualité des résultats. Ce suivi a été facilité par la plateforme CATI de GeoPoll, qui permettait une supervision à distance de la collecte. Les données brutes étaient téléchargées, nettoyées et traitées quotidiennement avant d'être transmises à l'équipe d'Ebuteli pour examen.

L'analyse statistique des données a été réalisée à l'aide du logiciel STATA (version 19.5). Sur la base des résultats obtenus, les chercheurs d'Ebuteli ont conduit l'interprétation des données et rédigé la note d'analyse présentant les principaux enseignements tirés de ce sondage.

Contrôle et assurance qualité

Durant toute la période de collecte, le chef de projet de GeoPoll a assuré un suivi quotidien des opérations en collaboration avec l'équipe locale et les équipes de terrain, afin de garantir le respect des standards de qualité et des objectifs de collecte. Par ailleurs, l'équipe de gestion du projet a maintenu une communication régulière avec Ebuteli, en partageant des mises à jour sur les principales étapes de l'étude, notamment la formation des enquêteurs, les résultats du prétest, l'avancement de la collecte des données et les éventuels défis rencontrés, jusqu'à la finalisation de l'enquête.

Pour en savoir plus sur la méthodologie¹², aller sur le site d'Ebuteli

¹² GeoPoll, *DRC Nationwide Project 2026 rapport méthodologique de l'enquête*, avril 2026, disponible sur <https://files.ebuteli.org/assets/fddb3d16-0e50-4321-a05b-15e72c4c3eb3>

Remerciements

*Cette note est le fruit d'un travail collectif mené au sein d'Ebuteli. Outre les chercheurs des différents piliers de recherche, elle a également bénéficié des contributions d'**Olivia Kayumba**, **Clarisse Ngalula** et **Michel Nonga**, fellows de la cinquième cohorte d'Ebuteli Fellowship.*

À propos

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa et à Goma. Notre bureau de Goma est momentanément fermé.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](https://twitter.com/ebuteli)
